

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 22/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VELCOREX since 1828

14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU
68550 ST AMARIN

Références : 0006700656_2022_12_12_VELCOREX_VIIC
Code AIOT : 0006700656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement VELCOREX since 1828 implanté 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 ST AMARIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VELCOREX since 1828
- 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 ST AMARIN
- Code AIOT : 0006700656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Velcorex Since 1828 est une entreprise de création et d'ennoblissement de tissus pour l'habillement, reconnue pour ses velours et ses sportswears.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Le fiche de constat suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installation d'extinction automatique à eau	Arrêté Préfectoral du 20/04/1994, article 12-7	/	Astreinte journalière	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rejets effluents industriels après traitement	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 9.31	/	15 jours
4	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 20/04/1994, article 6	/	15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Formation incendie du personnel	Arrêté Préfectoral du 20/04/1994, article 12.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, L'exploitant a indiqué à l'inspection que la source B de l'installation d'extinction automatique à eau n'avait pas été réparée.

Au vu des éléments transmis par l'exploitant, l'installation d'extinction automatique à eau dans sa configuration actuelle (opérationnalité unique de la source A et pas de source B) ne permettrait d'activer que 5 têtes de sprinklage en simultané qui couvrent une surface maximale de 45 m².

Par ailleurs, il a été constaté que l'exploitant a informé en 2017 la DREAL quant à la cessation de certaines de ses activités. En revanche, les informations relatives à la mise en sécurité du site n'ont pas été transmises à l'Inspection.

Il est attendu que ces éléments soient présentés à l'Inspection dans un délai de 15 jours.

Enfin, l'examen de la surveillance des rejets dans le milieu naturel a mis en évidence des incohérences dans les résultats de la surveillance en continu. Des éléments complémentaires sont attendus en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation d'extinction automatique à eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1994, article 12-7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "L'installation sera pourvue d'équipements de lutte adaptés et conformes aux réglementations en vigueur,...] - d'un réseau d'extinction automatique adaptés aux caractéristiques des produits stockés,...]"
Constats : L'exploitant a fait l'objet d'une mise en demeure du 31 mars 2022 pour son installation d'extinction automatique à eau qui présente une défectuosité de la source B. Par courrier au préfet daté du 26 juillet 2022, l'exploitant a fait part des difficultés financières rencontrées pour se mettre en conformité. Le jour de la visite, la source B (réserve d'eau) du système d'extinction automatique à eau n'a pas été réparée. D'autre part, lors de visite d'inspection, le représentant de l'exploitant a précisé qu'une demande d'étude a été réalisée pour vérifier que les moyens de secours sont toujours adaptés aux risques du site. Le bon de commande n'a, au jour de la visite, pas été finalisé. Les constats réalisés ne permettent pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport. Il est par ailleurs rappelé à l'exploitant que le fait de ne pas se conformer à un arrêté de mise en demeure l'expose aux sanctions pénales en application des dispositions prévues à l'article L.173-1-II-5° du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte journalière

N° 2 : Formation incendie du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1994, article 12.8
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "[...] Le personnel sera formé l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. [...] Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes devront avoir lieu tous les 12 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignés sur un registre spécial tenu à la disposition des installations classées."
Constats : Une formation à la manipulation des extincteurs et des RIA pour 45 personnes a été réalisée le 7 février 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets effluents industriels après traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau - conditions de rejet des eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Les eaux traitées sont rejetées dans la Thur, après passage dans un canal de comptage muni d'un échantillonneur automatique et d'une mesure en continu avec enregistrement du débit et du pH. Les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes :[...] -pH compris entre 6 et 8,5[...]"
Constats : Lors de la dernière visite d'inspection du 23/11/2021, l'inspection avait constaté que la valeur du pH mesurée en continu sur les effluents industriels après traitement et avant rejet dans le Vogelbach (affluent de la Thur) était de 9,32 pour une valeur limite maximale de 8,5. Par mail du 7/07/2022, l'exploitant a transmis une copie écran de la mesure en continu du pH et a indiqué que la sonde de mesure en continu a été réétalonnée. D'après cette copie d'écran, les valeurs de pH sont inférieures à 8,5. Lors de la visite, l'inspection a constaté que la valeur du pH mesurée en continu était de 8,63 au préleveur. L'exploitant a donc réalisé une autre mesure au pH mètre au niveau du préleveur et la valeur du pH n'était plus que de 8,267. Au vu des 2 données discordantes, il est demandé à l'exploitant de transmettre le dernier contrôle de recalage conformément à l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2/02/98 ainsi que les mesures correctives le cas échéant (par exemple, étalonnage de la sonde par un organisme agréé, changement de la sonde,...) ainsi que tout justificatif dans un délai de 15 jours. Concernant la mousse présente lors de la précédente visite, suite à l'introduction régulière d'anti mousse dans le bassin tampon, il n'a pas été constaté de mousse dans le Vogelbach.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1994, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation. Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).
Constats : Lors de la dernière visite d'inspection du 23/11/2021, l'inspection avait constaté que le tableau de nomenclature décrit dans l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 20/04/1994 n'était pas à jour. La DREAL avait reçu un porter à connaissance le 31 mai 2017 contenant une actualisation de sa situation administrative dont le tableau des rubriques de la nomenclature ICPE auxquelles il est soumis. Dans le cadre de ces cessations d'activités, aucun terrain n'a été libéré. L'examen de cette mise à jour administrative identifie l'arrêt de certaines installations soumises à la réglementation ICPE sans que l'exploitant apporte les justificatifs relatifs à la mise en sécurité. Pour mémoire, les cessations concernaient les installations suivantes : - procédés de chauffage employant comme transmetteurs de chaleur des fluides constitués par des corps organiques combustibles (autorisation) ;

- dépôt de liquide peu inflammables (déclaration) ;
- emploi de résines synthétiques comportant des opérations de trempage, polymérisation (déclaration).

En l'absence de justificatifs, il n'est pas possible de statuer sur la conformité ou non de ce point de contrôle. Il est ainsi demandé à l'exploitant de transmettre les documents justifiant que le site a été remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun dangers ou inconvénients, dans un délai de 15 jours.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet